



Présidence : Biélorussie

1015e SÉANCE PLÉNIÈRE DU FORUM

1. Date : mercredi 22 juin 2022 (dans la Neuer Saal et par visioconférence)

Ouverture : 10 heures

Clôture : 11 h 05

2. Président : Ambassadeur A. Dapkiunas

3. Sujets examinés – Déclarations – Décisions/documents adoptés :

Point 1 de l'ordre du jour : DÉCLARATIONS GÉNÉRALES

Situation actuelle en matière de sécurité dans l'espace de l'OSCE : Royaume-Uni (FSC.DEL/245/22 OSCE+) (FSC.DEL/246/22 OSCE+), Canada, Fédération de Russie (annexe 1) (FSC.DEL/248/22/Add.1), Biélorussie (FSC.DEL/249/22 Restr.), Suisse (FSC.DEL/244/22 OSCE+), France-Union européenne (FSC.DEL/247/22), Roumanie (annexe 2)

Point 2 de l'ordre du jour : QUESTIONS DIVERSES

a) *Rapport 2022 de l'OSCE destiné au Bureau des affaires de désarmement concernant la mise en œuvre du programme d'action de l'ONU sur les armes légères et de petit calibre et de son Instrument international de traçage pendant la période 2020-2021 (SEC.GAL/78/22)* : Représentant du Centre de prévention des conflits

b) *Questions de protocole* : Suisse, Président

4. Prochaine séance :

Mercredi 6 juillet 2022, à 10 heures, Neuer Saal et par visioconférence

1015^e séance plénière

Journal n° 1021 du FCS, point 1 de l'ordre du jour

**DÉCLARATION
DE LA DÉLÉGATION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

Monsieur le Président,

La Journée du souvenir et de la douleur est célébrée aujourd'hui en Fédération de Russie. Le 22 juin 1941, l'Allemagne nazie et ses satellites européens ont attaqué l'URSS sans déclarer la guerre. La tentative d'apaiser l'agresseur à la veille de la Grande Guerre patriotique s'est avérée être une erreur qui a coûté cher à notre peuple. L'ennemi a été complètement vaincu, mais à un prix colossal. Au total, 27 millions de citoyens soviétiques ont perdu la vie dans la lutte pour libérer leur pays natal et toute l'Europe de la « peste brune ». Leur mémoire est sacrée.

Nous notons avec regret que l'histoire, si elle est délibérément déformée ou reléguée dans l'oubli, tend à se répéter. Quatre-vingt-un ans plus tard, ceux qui aspirent à la domination du monde ont ouvertement et sans aucune justification déclaré que la Russie était un pays ennemi. Pour réaliser leurs propres objectifs géopolitiques, ils ont soutenu par tous les moyens les nationalistes et extrémistes enragés d'Ukraine, descendants des sbires nazis Bandera et Choukhevytch, qui ont caressé l'idée de s'emparer par la force des territoires de la Fédération de Russie que sont la Crimée et Sébastopol, et qui ont élaboré des plans pour contraindre le Donbass d'accepter leur volonté par une offensive militaire de grande envergure prévue pour début mars. Le Gouvernement ukrainien n'a pas eu l'intention d'appliquer les accords de Minsk. L'objectif était de « gagner du temps » et de « renforcer l'armée ». L'ancien président ukrainien Petro Poroshenko en a parlé ouvertement.

L'opération militaire spéciale annoncée par le Président de la Fédération de Russie le 24 février pour protéger la population du Donbass et pour démilitariser et dénazifier l'Ukraine a permis de mettre fin à ces plans criminels. L'opération est menée dans le plein respect du droit international et bénéficie du large soutien des citoyens de notre pays. La Russie fera tout ce qui est en son pouvoir pour que les bandes punitives de nationalistes ukrainiens, qui agissent comme les complices d'Hitler pendant la Grande Guerre patriotique, cessent de massacrer, comme ils le font depuis huit ans, la population sans défense du Donbass en scandant des slogans nazis, notamment « les Russes doivent mourir pour que nous puissions vivre ».

Il est très difficile pour les États de l'Occident « civilisé » d'accepter que la Russie ait ses propres intérêts en matière de sécurité nationale et qu'elle les défendra systématiquement. C'est pourquoi les capitales des États membres de l'OTAN ont décidé de fournir à l'Ukraine des armes perfectionnées capables de frapper profondément notre territoire. Leur décision montre qu'ils sont prêts à risquer une escalade avec la Fédération de Russie, d'autant que les responsables des pays de l'OTAN et les médias occidentaux font déjà ouvertement preuve de bellicisme.

Pas plus tard que la semaine dernière, un responsable anonyme du département d'État a déclaré au *Washington Post* que les autorités américaines avaient examiné la possibilité d'un conflit prolongé ayant des implications mondiales avant même le début de l'opération militaire spéciale russe. L'appel du Secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, à se préparer au fait que les hostilités en Ukraine pourraient durer plusieurs années s'inscrit dans cette logique. Les plans d'une OTAN prétendument défensive ont également été révélés par le nouveau chef d'état-major de l'armée britannique, le général Patrick Sanders (je cite) : « Il existe désormais un impératif brûlant de forger une armée capable de combattre aux côtés de nos alliés et de vaincre la Russie au combat. Nous sommes la génération qui doit préparer l'armée à combattre une fois de plus en Europe » (fin de citation). Son collègue, le commandant des forces aériennes allemandes Ingo Gerhartz, a recommandé à l'OTAN de « se préparer à l'utilisation d'armes nucléaires bien à l'avance, car une situation d'urgence peut survenir à tout moment ». Enfin, le Premier ministre des Pays-Bas, M. Mark Rutte, a expliqué que la situation en Ukraine était « notre guerre ». On sait donc désormais clairement qui sont les acteurs directement responsables de la prolongation de la violence armée en Ukraine et de l'incitation à la confrontation sur le continent européen. Nous les exhortons à reprendre leurs esprits et à s'abstenir de toute rhétorique ou action qui pourrait porter atteinte à la Charte des Nations Unies.

Les Russes ont la mémoire longue. Nous rappelons que la plupart des guerres menées sur notre territoire sont venues de l'Ouest. La Russie n'a pas commencé ces guerres, mais elle les a terminées, comme nous l'avons déjà mentionné, en payant parfois un prix élevé pour libérer une partie importante de l'Europe de l'asservissement. La Fédération de Russie continuera à prendre toutes les mesures nécessaires pour contrer les risques et les menaces qui pèsent sur notre sécurité et celle de nos alliés.

Monsieur le Président,

Les conclusions de la réunion des Ministres de la défense de l'OTAN tenue du 15 au 16 juin ont montré que la machine de propagande transatlantique, qui brandit une menace chimérique venant de l'Est pour intimider les Européens, a commencé à fonctionner avec une vigueur renouvelée. L'essence de la propagande militariste de l'OTAN est claire. Il s'agit de préparer le terrain pour affaiblir la Russie (nous vous assurons qu'elle n'y parviendra pas), de justifier une course aux armements et une croissance effrénée des dépenses afin d'obtenir une supériorité militaire (ces dépenses dépassent déjà de plus de 20 fois le budget militaire russe) et de jeter les bases matérielles de la volonté illimitée des cercles influents des États-Unis d'Amérique de mettre en œuvre leurs plans expansionnistes visant à une domination mondiale. Le Gouvernement américain et la Commission européenne feraient mieux de surveiller leurs accusations et d'évaluer les conséquences possibles de leurs plans. À ce sujet, le Président polonais Andrzej Duda a déjà averti qu'« il n'y aura bientôt plus de frontières entre la Pologne et l'Ukraine ».

La semaine dernière, lors d'une réunion du « Groupe de contact pour la défense de l'Ukraine », des « pacifistes » de pays membres de l'OTAN ont décidé de continuer à envoyer massivement des armes au régime de Kiev, ce qui entraînera inévitablement de nouvelles victimes civiles. Ici, au Forum pour la coopération en matière de sécurité, les États occidentaux participants de l'OSCE nous disent régulièrement que leurs livraisons de matériels militaires sont légitimes et justifiées. Regardez par vous-même : vos armes sont utilisées quotidiennement contre les femmes, les enfants, les personnes âgées, les écoles, les maternelles et les grands immeubles d'habitation. Pour la seule période du 15 au 21 juin, dans la République populaire de Donetsk (RPD), 24 civils ont été tués, 62 ont été blessés, et au moins 217 bâtiments et plus de 60 infrastructures civiles ont été endommagés ou détruits. Dans la République populaire de Lougansk (RPL), sept habitants de Lougansk ont été tués, 18 ont été blessés et plus de 70 bâtiments ont été endommagés.

Les citoyens européens n'en sont pas informés parce que les fonctionnaires occidentaux ont imposé une censure totale sur les reportages qui pourraient les discréditer. En effet, comment les Français réagiraient-ils s'ils apprenaient que les néo-nazis ukrainiens utilisent des systèmes d'artillerie CÉSAR auto-propulsés fournis par les Français pour cibler des quartiers densément peuplés de Donetsk ? Les citoyens des États-Unis et du Canada savent-ils que leurs gouvernements fournissent des obusiers M777 pour le génocide de la population russophone du Donbass ? En outre, les États participants occidentaux de l'OSCE n'ont toujours pas réagi aux conséquences du bombardement massif que les forces armées ukrainiennes ont effectué le 13 juin en ciblant le marché de Maisky et une maternité de la ville de Donetsk au moyen de systèmes d'artillerie de 155 mm en service dans les pays de l'OTAN. Nous demandons des évaluations officielles de ce qui s'est passé.

Monsieur le Président,

La campagne de propagande des pays de l'OTAN se déroule sous différents drapeaux et prétextes. Ces pays sont, bien sûr, parfaitement conscients qu'ils répandent délibérément des mensonges sur l'opération militaire spéciale. Au tout début du mois d'avril, l'Occident « civilisé » a tenté d'accuser les militaires russes de massacrer des civils à Boutcha. Or les faits indiquaient de manière probante qu'il s'agissait d'une opération orchestrée par les services de renseignement ukrainiens et occidentaux. Une semaine plus tard, le 8 avril, les forces armées ukrainiennes ont frappé la gare de Kramatorsk avec un missile Tochka-U et en ont de nouveau accusé notre pays. Ces insinuations ont été démenties, notamment par des journalistes occidentaux qui ont vérifié le numéro de série du missile et ont établi qu'il appartenait à l'Ukraine. Le 13 juin, la partie ukrainienne, avec le soutien résigné des « partisans » occidentaux, a accusé la Russie d'avoir bombardé le centre de Donetsk avec des obus de l'OTAN. La chaîne de télévision allemande ARD a rapidement réfuté cette information, mais les chiffres sur le nombre de morts et les références aux auteurs du bombardement ont été supprimés du rapport corrigé. Il était tout simplement préférable de cacher une vérité gênante.

Malheureusement, la « fabrique de mensonges » ukrainienne encouragée par les conseillers occidentaux poursuit son travail. Des informations du Ministère russe de la défense indiquent que ce mois-ci, à Mykolaiv, les services de renseignement ukrainiens ont organisé la préparation de séquences vidéo sur les conséquences du bombardement d'habitations privées par les forces armées russes. À Odessa, des spécialistes du 83^e Centre

d'information et d'opérations psychologiques des forces armées ukrainiennes ont filmé les conséquences d'une frappe contre un établissement médical. Le plan consistait ensuite à diffuser les images mises en scène dans les médias du monde entier en accusant les forces armées russes de frapper sans discernement des objets civils. Leurs auteurs s'inspirent de leurs prédécesseurs nazis. En effet, des documents déclassifiés¹ de la Grande Guerre patriotique montrent que les nazis allemands ont également mis en scène des provocations contre l'Armée rouge pour créer une image de « barbares assoiffés de sang ».

Prenons un exemple concret à cet égard. En septembre 1943, les nazis ont utilisé des bâtiments d'habitation en pierre à la périphérie de Horlivka comme positions de tir de mitrailleuses. Huit décennies plus tard, selon les médias ukrainiens, le Ministère américain de la défense recommande aux dirigeants politiques et militaires de Kiev d'utiliser l'artillerie occidentale et des systèmes de roquettes à lancements multiples dans les villes contre les groupes concentrés de défense aérienne. Le fait est que les néo-nazis ukrainiens établiront des positions militaires légitimes dans les zones d'habitation des villes et bombarderont le Donbass à partir de là. Mais le progrès, dit-on, ne s'arrête pas. Aujourd'hui, le bataillon nationaliste ukrainien est aidé par « l'Occident collectif », qui lui livre des renseignements pour mettre en œuvre ces tactiques. Il est de notoriété publique que des entreprises américaines, dont Lockheed Martin, Boeing et SpaceX, collectent des données visuelles et radar depuis l'espace afin de fournir à l'Ukraine les informations dont elle a besoin pour le guidage de ses missiles.

Monsieur le Président,

Les objectifs de l'opération militaire spéciale définie par le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, à savoir protéger le Donbass et démilitariser et dénazifier l'Ukraine, seront atteints.

Il convient de rappeler qu'à la Conférence de Potsdam en 1945, un accord a été signé pour éradiquer le militarisme et le nazisme allemands. La dénazification consistait à punir les criminels nazis et à abolir les lois du Troisième Reich qui légalisaient la discrimination fondée sur la race, la nationalité, la langue, la religion et les convictions politiques. Nikolai Patrouchev, secrétaire du Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, explique que tout comme en 1945, nous nous fixons ces objectifs pour libérer l'Ukraine du néonazisme.

Dans le cadre de la démilitarisation de l'Ukraine, 209 avions, 132 hélicoptères, 1 292 véhicules aériens sans pilote, 348 systèmes de missiles antiaériens, 3 709 chars et autres véhicules blindés de combat, 580 systèmes de lance-roquettes multiples, 2 065 pièces d'artillerie de campagne et mortiers et 3 760 véhicules tactiques d'opérations spéciales ont été détruits depuis le début de l'opération militaire spéciale. La destruction ciblée des armes occidentales arrivant en Ukraine se poursuit. La semaine dernière, un dépôt de munitions contenant des systèmes d'armes étrangers, notamment des obusiers M777 de 155 mm, a été éliminé près de la ville de Zolochiv, dans la région de Lviv, à l'aide de missiles de précision à longue portée Kalibr. Dix pièces d'artillerie de ce type et jusqu'à 20 véhicules blindés de combat livrés au cours des deux dernières semaines ont été détruits sur le territoire d'une usine de transformation dans la ville de Mykolaiv. Hier, des rapports ont fait état de l'élimination de deux sections d'obusiers M777 et de leurs munitions sur l'île Kubansky.

1 Pour de plus amples détails, voir : <https://disk.yandex.ru/d/5sOVzhvdFwx4Kg>.

Nous insistons une fois de plus sur le fait que les forces armées de la Fédération de Russie détruiront systématiquement les armes occidentales arrivant en Ukraine avant même qu'elles n'entrent dans la zone d'hostilités. Quant aux équipements militaires et armements occidentaux capturés, ils continueront d'être remis aux instituts russes compétents pour être étudiés.

Le Ministère de la défense de la Fédération de Russie a publié des statistiques sur la présence de mercenaires étrangers en Ukraine. D'après les données disponibles, le flux de « soldats de fortune » dans la zone d'hostilités s'amenuise. Sur près de 7 000 personnes arrivées en Ukraine depuis le début de l'opération militaire spéciale, environ 2 000 ont été éliminées et plus de 1 500 sont parties volontairement. La semaine dernière, l'armée russe a capturé deux mercenaires américains qui combattaient aux côtés du Gouvernement ukrainien. L'un d'entre eux est Alexander Druke, 39 ans, qui a déjà servi dans le Corps chimique de l'armée américaine en tant que sergent d'état-major. À l'attention de nos collègues : les spécialistes de cette unité savent non seulement prévenir, mais aussi organiser les provocations chimiques, qui sont devenues la carte de visite des services de renseignement américains. La délégation russe a souligné à maintes reprises que la menace que représentent les nationalistes fascistes et les unités des forces armées ukrainiennes en matière de terrorisme chimique reste bien réelle. La question de la finalité de la présence de ce mercenaire américain et spécialiste de la chimie sur le territoire de l'Ukraine reste ouverte.

La partie russe continue d'analyser les documents concernant les activités biologiques militaires américaines en Ukraine. On a appris que des neuromodulateurs capables de causer des dommages irréversibles au système nerveux central avaient été testés sur des citoyens ukrainiens socialement défavorisés. Le projet biologique militaire américain R-268 en Ukraine portait sur l'étude de virus capables d'infecter des moustiques, vecteurs de maladies. Il convient également de noter que le financement américain de projets ukrainiens depuis 2015 est lié à une augmentation des maladies infectieuses dans la RPD et la RPL, notamment une augmentation presque décuplée de la tularémie. Or la tularémie est considérée par l'OTAN comme un agent biologique prioritaire qui a été utilisé, entre autres, lors des exercices effectués en 2012 par des troupes de l'Alliance sur des terrains d'entraînement en Suède. Ainsi, nous obtenons de plus en plus d'éléments prouvant que les États-Unis ont secrètement mené des activités biologiques militaires dangereuses en contournant la Convention sur les armes biologiques et à toxines. Dans le même temps, l'Ukraine s'est vu attribuer un rôle pratique consistant à servir de base pour la réalisation d'essais, la collecte de matériel biologique et l'étude des spécificités de la propagation des maladies infectieuses.

En résumé, nous tenons à souligner que la priorité inconditionnelle de la Fédération de Russie demeure le rétablissement des buts et principes de la Charte des Nations Unies sur le territoire du Donbass et de l'Ukraine. Notre tâche est de mettre fin aux hostilités lancées par le Gouvernement ukrainien il y a huit ans. En outre, par le biais de cette opération militaire spéciale, la Russie exerce son droit de légitime défense contre un régime qui a cherché à acquérir des armes nucléaires et a mis son territoire à la disposition d'expériences biologiques militaires dangereuses. Nous veillons donc à la mise en œuvre d'une tâche qui est essentielle pour la paix et la sécurité internationales, à savoir la prévention d'une nouvelle guerre mondiale.

Merci, Monsieur le Président. Je demande que la présente déclaration soit annexée au journal de ce jour.

1015^e séance plénière

Journal n° 1021 du FCS, point 1 de l'ordre du jour

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION ROUMAINE

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de dire que notre position sur l'agression russe contre l'Ukraine a été clairement exprimée, en notre nom, par l'Union européenne. Nous souscrivons pleinement à la déclaration mais je tiens néanmoins à faire, au nom de mon pays, quelques brèves remarques en réaction aux déclarations du Royaume-Uni et du Canada.

Les événements les plus récents survenus après le début de la guerre de la Russie contre l'Ukraine montrent clairement que l'incident du 23 juin 2021 impliquant le HMS Defender, auquel notre collègue britannique a fait référence, était l'une des premières tentatives sérieuses de faire usage de la force pour mettre en péril la liberté de navigation.

Il ne faudrait pas oublier non plus, bien évidemment, que la Fédération de Russie a décidé de proclamer que certaines zones de la mer Noire seraient classées dangereuses sur le plan militaire à partir d'avril 2021. En tant que pays riverain de la mer Noire, la Roumanie s'inquiète des conséquences plus larges de l'agression militaire russe dans cette région maritime. La militarisation de la Crimée, qui a commencé peu après l'annexion illégale de la péninsule, était la première étape d'un plan d'agression plus vaste. Aujourd'hui, nous constatons que l'île des Serpents est un avant-poste militaire utilisé pour mener des interventions contre la liberté de navigation.

Les actions que la Russie entreprend contre l'Ukraine en mer Noire ont des conséquences importantes au niveau international, notamment dans le domaine de la sécurité alimentaire.

En tant qu'élément pertinent de la solution à la situation d'insécurité alimentaire créée par la Russie, la Roumanie participe activement aux efforts visant à faciliter le transit des exportations de céréales en provenance d'Ukraine et fait office de plaque tournante régionale pour les céréales ukrainiennes.

Je vous prie de bien vouloir annexer la présente déclaration au journal de ce jour.